

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Agir !

A GIR ! Quel travailleur n'en voit pas aujourd'hui l'impérieuse nécessité ! Pour briser cette offensive lancée contre les travailleurs par le patronat, par le gouvernement Giscard-Barre. Des milliers de licenciements, un chômage sans cesse accru et maintenant les salaires diminués par la hausse des cotisations à la Sécurité sociale, des conditions de vie et de travail brutalement aggravées : voilà bien, en effet, assez de raisons pour que la classe ouvrière se dresse toute entière et, avec elle, tous les travailleurs.

Il s'agit bien d'agir, pas seulement pour protester (on sait le cas que font les gouvernants des protestations : il n'y a que la force pour imposer nos revendications !), pas seulement non plus parce que « si les syndicats restaient l'arme au pied, ils ne mériteraient pas la confiance des travailleurs » (c'est ce qu'a dit Séguy).

Il faut agir pour être efficace pour passer enfin à la contre-offensive, il s'agit de préparer cette contre-offensive, d'organiser la riposte !

Tous les travailleurs le savent bien, ce n'est pas une simple journée d'action qui, à elle seule, arrachera quoi que ce soit au gouvernement Giscard-Barre et au patronat. Mais à travers une telle journée, les travailleurs peuvent mesurer leur détermination, leur volonté de lutte, leur force, prendre ou reprendre confiance dans leur force, dans les possibilités de riposte.

Car bien des questions se posent aujourd'hui : et d'abord, comment on est-on arrivé là ? Comment a-t-on pu laisser passer les premières vagues qui ont préparé celle-ci ?

Voilà une question qu'il faut tirer au clair, car pour lutter et pour vaincre, il faut aux travailleurs des armes. Il leur faut être unis sur une orientation de lutte de classe, il leur faut, en effet, des organisations dont ils soient sûrs qu'elles soient bien à eux, avec en vue leurs intérêts de classe et rien d'autre.

Qu'est-ce qui entrave l'unité ? Qu'est-ce qui nous a fait prendre un tel retard dans la riposte ?

Il faut, en même temps, mobiliser les travailleurs pour qu'ils s'unissent leur point de vue, leurs exigences, pour qu'ils se rassemblent toujours plus largement dans l'action.

Ce n'est qu'ainsi que s'ouvrira la voie à la contre-offensive nécessaire. Elle suppose plus que jamais l'exercice le plus large de la démocratie syndicale, de la démocratie prolétarienne.

Gilles CARPENTIER

Défendons l'emploi, le pouvoir d'achat, le droit à la santé



Voir articles pages 3,4,5

OCCUPATION des services centraux d'Usinor à Trith-Saint-Léger après l'annonce de 10 000 licenciements, grève et démonstration de force mardi à Longwy où 5 000 licenciements sont prévus : le mécontentement débouche sur la lutte. Comment laisser passer sans une riposte d'ampleur des licenciements qui, à travers les 20 000 de la sidérurgie, vont toucher plus de 50 000 emplois. En outre, le conseil des ministres a décidé d'augmenter les cotisations de Sécurité sociale, ce qui entraînerait une baisse des salaires de 1,25 à 2 % et une nouvelle atteinte au droit à la santé. Décidément, le gouvernement Giscard-Barre nous veut du bien. Les travailleurs se doivent de lui rendre la monnaie de sa pièce en se servant de la journée du 21 comme d'un tremplin pour développer l'action.

Pologne

4 000 manifestants commémorent l'insurrection de décembre 1970



1970 - Poznan. Les ouvriers polonais affichent des slogans condamnant la police

LE 18 décembre dernier, 4 000 travailleurs ont manifesté dans les rues de Gdansk à l'appel du KOR (Comité d'auto-défense sociale) et du Mouvement pour les droits de l'homme et du citoyen, pour commémorer l'insurrection ouvrière de décembre 1970. Cette manifestation confirme la puissante volonté de lutte de la classe ouvrière polonaise pour la défense de ses conditions de vie. Elle confirme aussi le caractère antipopulaire de la direction Gierek mise en place au lendemain des événements de décembre 1970.

Que s'est-il donc passé en Pologne en 1970 ?

Le 12 décembre, le gouvernement annonce des augmentations considérables des prix des biens de consommation courante - jusqu'à 30 % - alors que les travailleurs polonais ont déjà des conditions de vie misérables et que les conditions de travail sont dures.

Dès le 14, la classe ouvrière riposte : des grèves éclatent dans les villes portuaires de Gdansk, Gdynia et Elblag. Les travailleurs manifestent dans les rues, et ils s'en prennent aux dirigeants du Parti qui se prétendent leurs défenseurs - mais qui ne sont que leurs exploités et qui les reçoivent en les traitant de bandits. Le siège du Parti est mis à sac, des magasins d'alimentation sont pillés.

Le 15 au soir, l'armée et les chars interviennent et tirent dans la foule.

Le 17, des troubles éclatent à nouveau à Gdynia, le gouvernement envoie l'armée contre les ouvriers. C'est le bain de sang : officiellement 27 victimes - en réalité, bien plus, et on les enterre de nuit pour éviter de nouvelles manifestations.

Le même jour, des grèves éclatent dans deux autres villes portuaires, à Sopot et à Szczecin. Là aussi, les blindés interviennent : plus d'une centaine de morts rien qu'à Szczecin. Mais les travailleurs ne se laissent pas faire : ils élisent un comité de grève, occupent les chantiers navals, font la grève générale et élaborent un cahier de revendications : annulation des augmentations, hausse des salaires, indépendance des syndicats, publication dans la presse, à la radio et à la télévision du cahier de revendications...

(Suite page 5) Jean SCHUBERT.

L'Humanité rouge solidaire des grèves du 21 ne paraîtra pas ce jour-là, comme tous les quotidiens. Le numéro suivant daté des 23-24 décembre et qui sera aussi le dernier de l'année fera le point sur les grèves et manifestations du 21 et les perspectives d'action.

LE MONDE EN MARCHÉ

La Chine aux côtés des peuples

Corée, Vietnam, Kampuchea ...

DÉPUIS que le Parti communiste chinois a pris le pouvoir en 1949, la Chine n'a cessé de soutenir les luttes des peuples en lutte contre l'impérialisme américain. Ce soutien fut particulièrement remarquable pour les peuples du Vietnam, du Kampuchea et de la Corée.

Aujourd'hui, l'impérialisme américain est sur la défensive, mais il sévit encore en Corée et dans de nombreux autres pays du monde, particulièrement en Amérique latine.

SOUTIEN AU PEUPLE COREEN

1950, l'impérialisme américain franchit le 38e parallèle et envahit la Corée du Nord. Les dirigeants coréens demandent alors une aide au gouvernement chinois. A l'appel de celui-ci, ce sont 500 000 Chinois qui se portent volontaires. En janvier, le président Mao lance une directive guidant la ligne de conduite que doivent avoir ces combattants volontaires :

« Les camarades chinois doivent s'unir fraternellement avec les camarades coréens, partager leurs joies et leurs peines, affronter les mêmes dangers et lutter jusqu'au bout pour triompher de l'ennemi commun. Ils doivent considérer la cause de la Corée comme la leur. Il faut éduquer les commandants et les combattants pour qu'ils aient soin de chaque colline, chaque rivière, chaque arbre, chaque brin d'herbe de la Corée et ne prennent pas au peuple coréen une seule aiguille, un seul bout de fil, qu'ils continuent à envisager les choses et à se conduire comme nous le faisons dans notre propre pays ; c'est là la base politique de la victoire. »

Aujourd'hui, la Chine continue à soutenir la République populaire de Corée dans sa lutte pour l'unification du pays. Au mois de mai dernier, Houa Kouo-feng se rendait en Corée du Nord pour son premier déplacement officiel et réaffirmait le soutien de la Chine auprès de la Corée contre la politique américaine : « A cause du sabotage et de l'obstruction de l'impérialisme américain et de la clique de Park Chung Hee, la Corée est encore divisée à l'heure actuelle » déclarait alors Houa Kouo-feng.

SOUTIEN AU PEUPLE VIETNAMIEEN

Le soutien du peuple chinois à la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain fut total et exigea d'importants sacrifices de la part du peuple chinois. Durant de longues années, vivres, armes sont passées par le porte de l'amitié, frontière entre la Chine et le Vietnam. Il n'y a pas si longtemps encore, les dirigeants vietnamiens reconnaissaient la valeur de cette aide. Le 20 novembre

1977, lors d'une visite officielle en Chine, Le Duan, secrétaire général du Parti communiste vietnamien déclarait :

« ... Lorsque la révolution vietnamienne était encore à ses tout premiers pas, notre président Ho Chi-minh respecté et de nombreux patriotes vietnamiens ont vécu et milité en Chine avec la protection et l'aide dévouée du Parti communiste et du peuple chinois frère (...). Dans les mines, les usines, les ports, les villages, les écoles, partout, le peuple chinois a eu des actes concrets pour aider le Vietnam et exprimer ses sentiments cordiaux et sa volonté de solidarité avec le peuple vietnamien dans sa lutte contre les agresseurs impérialistes. »

Aujourd'hui, les dirigeants vietnamiens crachent sur ce passé et accusent le Parti communiste chinois d'être expansionniste.

SOUTIEN AU PEUPLE DU KAMPUCHEA

Le peuple cambodgien a lui aussi reçu une aide importante de la part du peuple chinois. En juin 1975, peu après la victoire, le représentant du Kampuchea démocratique remerciait en ces termes le peuple chinois :

« Durant ces cinq années et un mois de la guerre de libération nationale et populaire du Kampuchea, la solidarité combattante et l'amitié fraternelle entre le peuple du Kampuchea et le peuple chinois se sont développées et épanouies dans tous les domaines et se sont sans cesse consolidées. La République populaire de Chine, qui est un grand pays avec une population de 800 millions d'habitants, a apporté au Kampuchea, un petit pays de 7 millions d'habitants, un soutien sincère et sans condition, en respectant les principes d'égalité, la souveraineté et la dignité de la nation et du peuple du Kampuchea. Les liens d'amitié entre le peuple du Kampuchea et le peuple chinois sont des liens de solidarité pure reposant sur les principes les plus justes. Ceci est un brillant exemple dans les relations entre les différents pays dans le monde. »

Ces liens d'amitié se sont effectivement développés depuis 1975 et la Chine



Pékin 1965 — Le président Mao salue la manifestation gigantesque organisée pour soutenir la lutte patriotique du peuple vietnamien

soutient aujourd'hui le Kampuchea face à l'agression dont il est victime de la part du Vietnam.

SOUTIEN AUX PEUPLES AFRICAINS ET LATINO-AMÉRICAINS

Les peuples asiatiques ne sont pas les seuls à avoir

été soutenus par la Chine dans leur lutte contre l'impérialisme américain.

En 1964, Mao Tsé-toung assurait le peuple du Congo (appelé aujourd'hui le Zaïre) du soutien de la Chine contre l'intervention impérialiste conjuguée des USA et de la Belgique.

La même année, la Chine soutenait le peuple pa-

naméen dans sa lutte pour retrouver sa souveraineté sur la zone du canal.

En mai 1965, le gouvernement chinois publiait une déclaration condamnant énergiquement l'agression des USA contre la République dominicaine et soutenant fermement la lutte du peuple dominicain.

On pourrait multiplier le nombre d'exemples. Rappelons parmi les plus récents, le soutien au peuple chilien à la suite du coup d'Etat provoqué par la CIA, en septembre 1973, et dernièrement le soutien au peuple nicaraguayen dans sa lutte contre le dictateur Somoza.

Evelyne LE GUEN

Chine-USA

Un important facteur de paix

L'accord intervenu entre la République populaire de Chine et les États-Unis d'Amérique est sans conteste un événement d'une portée considérable : déjà en 1972, lorsque Mao Tsé-toung accepta la demande de Nixon de se rendre en Chine et lorsque fut signé le communiqué conjoint de Shanghai, le monde entier avait pris conscience d'un changement des temps.

Les États-Unis, premier gendarme international depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis, un moment tentés de mener une guerre nucléaire contre la Chine rouge, les États-Unis, qui niaient l'existence et la légitimité de la République populaire de Chine née en 1949 et entretenaient les réactionnaires chinois réfugiés dans l'île de Taïwan, ces États-Unis là venaient de reconnaître l'existence d'une seule Chine...

Notre journal, alors hebdomadaire titra « Nixon à Pékin, victoire du socialisme, défaite du capitalisme. » Il restait pour que la victoire soit complète que Washington reconnaisse le gouvernement de la République populaire de Chine comme le seul représentant légal de toute la Chine et rompe toute relation diplomatique avec le successeur de Tchiang Kai-chek. C'est chose faite aujourd'hui ! Comment le peuple chinois et avec lui tous les peuples du monde, partisans de la justice et du bon droit ne se réjouiraient-ils pas ?

De même comment ne pas se féliciter que la République populaire de Chine forte de 900 millions d'hommes

et les États-Unis, forts de 210 millions d'habitants, tombent d'accord pour ne pas pratiquer l'hégémonie et s'opposer à toute tentative d'hégémonie tentée par « un autre état quelconque ou par un groupe d'états » que ce soit dans la « région de l'Asie et du Pacifique ou dans quelque autre région du monde ».

Cela sert-il la cause de la paix ou celle de la guerre ? Même si l'on sait que pour les impérialistes américains les écrits n'ont pas la valeur qu'ils ont pour le gouvernement chinois, même si l'on sait que les États-Unis continueront à poursuivre le rêve de maintenir leur empire secoué par les peuples du monde, on ne peut voir dans l'accord sino-américain autre chose qu'un document favorable à l'aspiration des nations. Les nations veulent leur libération tels le peuple palestinien ou le peuple zimbabwé. Le traité est un document qui encourage et soutient la volonté des petits et moyens pays du monde menacés dans leur indépendance par les deux superpuissances États-Unis et URSS. D'ailleurs, il serait faux de croire que les États-Unis ne sont plus une superpuissance impérialiste aux yeux du Parti communiste chinois. Celui-ci, chaque jour, soutient et encourage les peuples, nations et pays du monde qui luttent contre l'une et contre l'autre superpuissance aussi bien que contre tout impérialisme.

Cela sert-il la cause de la paix ou celle de la guerre ? A notre avis, c'est

sans conteste la cause de la paix mondiale qui est défendue dans l'accord sino-américain. Seuls des gens poursuivant l'objectif insensé d'asservir les peuples, nations et pays du monde peuvent être furieux de l'accord conclu entre Washington et Pékin. Ces gens qui se sentent concernés dès que l'on parle d'hégémonie révèlent par là, même leurs sombres projets. Il est vrai que lorsqu'on a occupé par surprise un petit pays comme la Tchécoslovaquie, lorsqu'on a encouragé une guerre civile entre mouvements de libération en Angola, lorsqu'on intervient massivement avec chars, avions et généraux en Érythrée, lorsqu'on encourage le Vietnam à vivre sur un pied de guerre ruineux et à agresser le Cambodge, lorsqu'on entretient la première flotte de guerre sur tous les océans et mers du monde, comme l'ont fait et le font les dirigeants sociaux-impérialistes de Moscou, on ne peut qu'être très gênés par le contenu de l'accord sino-américain.

Quant à nous, avec la majorité de l'opinion publique mondiale, nous sommes convaincus que les peuples d'Asie et du monde viennent de marquer un très bon point dans leur combat pour faire reculer la guerre. Celle-ci est préparée fébrilement par l'Union soviétique comme en attestent les efforts militaires supplémentaires exigés des pays du Pacte de Varsovie et qui ont été fermement refusés par la Roumanie.

Henri JOUR.

Mardi 19 décembre,
«opération ville morte» à Longwy

Une journée qui ne doit pas rester sans lendemain

LA semaine d'action se poursuit dans la sidérurgie avec comme premier point fort, mardi 19, l'«opération ville morte» à Longwy. Par ailleurs, les travailleurs occupent toujours le centre administratif d'Usinor à Tril-Saint-Léger ; à Denain, des manifestations sont prévues mercredi 20, et le 22 dans tout le Douaisis. Il est temps de passer à une action plus efficace contre le vaste plan de licenciements qui, dans la sidérurgie, va toucher 20 000 emplois.

DEMONSTRATION DE FORCE A LONGWY

Le 19 décembre, Longwy.

C'était aujourd'hui la mobilisation générale à Longwy. Dès le matin, les frontières et les accès de la ville étaient bloqués, les rideaux des magasins baissés, toutes les usines étaient arrêtées, toutes les administrations et écoles fermées, etc. Au début de l'après-midi, de partout, des quatre coins de la ville, mais aussi de tout le bassin, des milliers de travailleurs par groupes compacts ou en cortège, descendaient se masser sur la grande place de Longwy. Combien étaient-ils au moment où la manifestation s'ébranla ? 20 000, 30 000, difficile à dire tant cette foule était immense. Il y avait là, au coude à coude les sidérurgistes, les cheminots, les postiers, les lycéens, les commerçants, etc. Les travailleurs immigrés en grève au foyer Sonacotra de Longwy s'étaient joints à la manifestation avec leur banderole.

Après le rassemblement, un interminable cortège se formait pour défilé plusieurs heures dans les rues de la ville morte. Dans son ensemble, la manifestation était très combative. Partout, les mots d'ordre étaient repris avec force :

— *Travailleurs, Oui, Chômeurs, Non.*

— *Les patrons licencient, licenciez les patrons.*

— *Le pouvoir aux travailleurs.*

— *Ce n'est qu'un début, le combat continue.*

— *Etchegaray (patron d'Usinor), à la ferraille !* Démonstration de force, certes, car rien de mieux qu'une telle manifestation pour que les travailleurs prennent conscience de la force qu'ils représentent quand ils s'unissent pour la lutte. Au soir de cette grande journée de colère, une

question reste posée : quelle voie aura le dessus ? Celle qui a déjà conduit les travailleurs d'Usinor-Thionville à l'échec en offrant comme seule perspective, pour s'opposer au démontage des installations, ou celle préconisée par bien des travailleurs, qui, tirant les leçons du passé, crient bien haut : « Longwy ne sera pas un nouveau Thionville ! » et appellent à la lutte immédiate à partir des entreprises. Un tract distribué par la CFDT allait dans ce sens, comme d'ailleurs l'initiative prise par ses militants d'émettre une radiopirate « SOS emploi Longwy » qui émet tous les soirs à partir du crassier de la ville.

Correspondant Longwy.

EXTRAITS D'UN TEMOIGNAGE DU CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE A LONGWY

Choqués, comme après le passage d'un cataclysme... Nul doute que les mesures annoncées par les maîtres de la sidérurgie ont brutalement frappé la population du bassin de Longwy. Voici le cri jailli de la bouche d'une fillette de 11 ans : « Je me présente, je m'appelle Claude. J'ai 11 ans, je ne suis pas un garçon mais la fille d'un ancien délégué d'Usinor, décédé pour la cause des ouvriers. Voilà : depuis quelques jours, j'entends dire que l'usine de la Chiers allait fermer ses portes. Quel grabuge ! Bref, que vont faire les ouvriers ? Se tourner les pouces pour nourrir leur famille ? Qu'allons-nous devenir ? Crever de faim ? »

Mais si cette angoisse existe, il y a aussi la volonté de lutte qui s'exprime chaque jour, dans la ville, dans tous le bassin de Long-

wy. Bien sûr, il y a des doutes, bien sûr, il y a des hésitations, on ne peut effacer en quelques jours des années d'attentisme imposé par les partis de gauche, en particulier par le PCF, au nom des nationalisations du Programme commun, mais on peut dire aujourd'hui qu'il y a bien un vent de révolte qui s'est levé sur Longwy. On le voit par exemple autour de l'« opération crassier ». L'occupation continue depuis plus d'une semaine. Autour de l'imense crassier, l'animation est permanente. Des travailleurs de toutes les boîtes, des gens de la région passent, viennent, s'arrêtent, discutent (...). J'ai passé la nuit de garde au crassier, là-haut. Pour passer la nuit, un travailleur qui devait veiller avec moi m'avait demandé d'apporter un jeu de cartes. Finalement, la partie de cartes on l'a commencé à quatre heures du matin... C'est dire combien on discute.

(...) Dimanche, la CFDT du bassin organisait une journée « portes-ouvertes » au crassier. Dans la matinée, il y avait déjà un passage incroyable... L'après-midi, les camarades du foyer Sonacotra de Mont-Saint-Martin venaient en masse, avec tracts et banderoles, pour dire qu'ils sont solidaires du combat de l'ensemble de la classe ouvrière...

Pour la suite de la lutte, où en est-on à Longwy ? Au niveau de l'intersyndicale, les résultats sont maigres : (...) les cadres, malgré leurs déclarations de foi enflammées ont pris peur. La délégation CGT, toujours nombreuse en intersyndicale, manifeste autant d'embaras par son manque de propositions. Seule la CFDT a présenté un programme d'action cohérent, mais à la dernière intersyndicale, elle ne s'est pas battue pour éviter la cassure. Entre les deux syndicats un fossé se creuse de jour en jour, qui n'échappe pas aux travailleurs (...).

(...) Bon nombre de syndicalistes CFDT impulsent le débat, sur la lutte, sur l'ampleur et la nature de la riposte nécessaire (...) ils ont mis en route une radio libre qu'ils ont appelé « radio-SOS-emploi ». A travers ces actions, ils martèlent l'idée que c'est aux travailleurs de prendre en mains l'avenir de leur lutte. (...)

La France en panne

Un autre aspect de la fragilité du système

BUSQUEMENT, le métro s'arrête. « Tiens, une grève ! », et surprise, les visages autour de moi se détendent brusquement. C'est l'imprévu qui fait oublier l'espace d'un instant les soucis quotidiens.

« Imagine-toi une guerre, un bombardement ! » L'automobiliste coincé dans l'embouteillage, revient tout à coup à des préoccupations plus concrètes, plus inhabituelles aussi. Si fragile un pays, à l'heure des fusées ?

Quelques-unes de ces réflexions, c'est la coupure de courant de mardi qui les a provoquées. Habituellement, il y a une certaine marge entre la quantité de courant qui est utilisée et celle que le réseau peut effectivement transporter.

Un peu comme pour une voiture, la vitesse à laquelle elle est conduite et celle que théoriquement, d'après le compteur kilométrique, on peut lui demander, en sachant très bien que plus on approchera le maximum, moins on sera en sécurité.

Cette marge entre la capacité théorique et la capacité effective du réseau EDF, est selon certains experts de 30 %. Hier, elle n'était plus que de 10 %. Résultat ? Quand dans l'Ouest, la consommation en électricité a augmenté, la ligne de 400 000 volts qui transporte le courant de l'est de la France, trop sollicitée, a été brusquement saturée. Il suffira alors que les disjoncteurs de la centrale de Bezaupont saute pour que la France et une partie de la Suisse soit privée de courant.

UNE TELLE COUPURE ETAIT PREVISIBLE

Déjà, la CGT avait insisté sur la probabilité d'une telle situation.

Des experts de la bourgeoisie aussi en avaient parlé. Ainsi, Marcel Boiteux, directeur général de l'EDF avait déclaré : « La conjonction d'un hiver froid et d'une hydraulicité médiocre et quelques autres avaries pourraient nous mettre en difficulté ».

De Louvrier, président de l'EDF avait aussi dit : « En l'absence de tout programme complémentaire, les calculs font apparaître que sur l'ensemble des hivers 1978-79, à 1982-83, la probabilité de devoir faire appel à des moyens exceptionnels allant jusqu'aux coupures de courant serait de 95 % ».

En effet, vu l'augmentation du prix du pétrole en 1974, la bourgeoisie a vu que ses profits risqueraient progressivement de devenir moins juteux dans ce secteur. Aussi a-t-elle axé le développement électrique du pays sur le tout nucléaire. Que de juteux contrats en perspective avec EDF pour les centrales nucléaires ! Pour cela, elle a décidé de mettre les moyens : sécurité des travailleurs des centrales et des populations environnantes même pas respectées ; expropriation de petits paysans et matraquage de manifestation comme au Pellerin ou à Malville par exemple, prévision de coupures possibles comme celle d'hier sans rien faire pour y remédier à l'avance, etc.

Les entreprises nationalisées non plus n'échappent pas à la règle du profit maximum !

Pourtant, des sources d'électricité, il y en a de nombreuses. Ce ne sont pas le charbon ni les cours d'eau qui manquent dans notre pays. De telles ressources sont inutilisées, gaspillées. Les accusés de ce développement totalement irrationnel, ce sont le système capitaliste et la grande bourgeoisie au pouvoir.

Ce qui guide le développement économique de la société où nous vivons, ce n'est pas la mise en valeur du pays pour d'abord répondre aux besoins des travailleurs et assurer leur bien-être ; la seule boussole c'est de savoir s'il y a des profits à faire ou pas dans tel ou tel secteur. On voit les conséquences néfastes qui s'ensuivent pour les tra-

vailleurs : chômage soit-disant par manque de travail, alors que les cadences augmentent de plus en plus ; exode régional, soit-disant parce que les régions sont pauvres. En réalité, parce que les trusts préfèrent piller les pays du tiers monde que de développer par exemple l'extraction du charbon.

On mesure à quel degré de fragilité on est de fait arrivés des pays aussi développés que le nôtre.

Imagine-t-on les effets d'un bombardement bien placé et la facilité qu'aurait un agresseur de paralyser notre pays ? Les différents secteurs de l'économie sont tellement interdépendants les uns des autres, que le moindre incident entraîne une réaction en chaîne dans les autres.

S'AGIT-IL ALORS DE CONDAMNER LE PROGRES ?

Non, au contraire ! Le progrès est un facteur de libération de l'homme. Il rend le travail moins pénible, plus rapide. Une pelle mécanique n'a pas mal aux reins. Seulement, le progrès est à replacer dans la société où l'on vit. Dans la société capitaliste, il sert à augmenter les cadences, à exploiter un peu plus les travailleurs. La mise en place du nucléaire se fait aux dépens de leur santé. La classe au pouvoir aujourd'hui qui développe le pays uniquement en fonction de ses profits retarde la libération des travailleurs sur tous les plans.

Ce n'est que lorsque ceux-ci seront les maîtres du pays, que l'économie pourra être planifiée et développée d'abord pour assurer la satisfaction de leurs besoins. C'est une longue marche, qui passe par la construction de l'unité de la classe ouvrière et des couches populaires au travers des luttes quotidiennes.

René BREAND

A Rennes, succès de la manifestation du 16

MANIFESTATION offensive. Une des plus offensives que l'on ait vu à Rennes depuis bien longtemps. 1 500 à 2 000 personnes sont descendues dans la rue lundi à 17 heures pour protester avec la plus grande vigueur contre les tentatives d'expulsion d'étudiants étrangers. Les menaces existent présentement dans notre ville : trois étudiants risquent d'être frappés par les mesures scélérates de la circulaire Bonnet.

« Arrêt immédiat des expulsions... A bas la circulaire Bonnet, ... renouvellement immédiat des cartes de séjour ». Au-delà des mesures frappant les étudiants étrangers, c'est toute la politique raciste du pouvoir qui était dénoncée : « A bas les mesures Stoléru, ... Français, immigrés, solidarité ».

De nombreux étudiants étrangers étaient venus, à l'appel du Comité contre les expulsions d'étudiants étrangers : leur présence montre leur détermination à ne pas céder malgré le flicage permanent et les pressions continues dont ils sont victimes.

La manifestation s'est terminée devant la Préfecture, où le Comité a obtenu une entrevue pour le lendemain matin. Que les camarades étrangers reprennent confiance, la mobilisation est là qui les soutient.

Correspondant Rennes.



Défendons l'emploi, le pouvoir d'achat et le droit à la santé

LE conseil des ministres du 13 décembre a décidé l'augmentation des cotisations des assurés sociaux. Le prétexte invoqué est le prétendu déficit de la Sécurité sociale qui s'élèverait à six milliards pour 1978 et risquerait d'atteindre 17 milliards pour 1979. Les cotisations des assurés seraient augmentées de 3% d'ici 1980 pour l'assurance-maladie et de

1,25% pour l'assurance-vieillesse. Au total, c'est de 1,25 à 2% que serait amputé le pouvoir d'achat des travailleurs, et cela, alors que le coût de la vie augmente sans cesse.

Pour essayer de faire passer en douce cette nouvelle atteinte au droit à la santé et au pouvoir d'achat, Barre a fait un diagnostic : s'il y a

déficit, c'est, d'après lui, que les travailleurs se soignent trop et tombent trop souvent malades. Nous réfutons ici cette propagande officielle qui vise à culpabiliser les travailleurs. Nous appelons tous les travailleurs à se servir de la journée du 21 comme d'un tremplin pour développer l'action unie contre la politique d'austérité de Giscard-Barre et pour le droit à la santé des travailleurs.

Dans ce système, la santé est sacrifiée

Preuves à l'appui

VOICI quelques chiffres : par an, un million d'accidents du travail, plus de 100 000 salariés qui sont atteints d'invalidité graves et 5 000 atteints par les maladies professionnelles, chiffre bien au-dessous de la réalité quand on sait qu'un très grand nombre d'entre elles ne sont pas déclarées ni même reconnues comme maladies professionnelles.

La maladie n'est pas due au hasard. Artério-sclérose, certains rhumatismes, bronchites chroniques, troubles nerveux, de nombreuses tumeurs cancéreuses (congrès médical de Florence d'octobre 1974), sont en grande partie liées aux conditions de vie et de travail.

Les cadences sont toujours plus rapides. Le bruit dans les ateliers est de plus en plus à la limite du supportable. Des matériaux toxiques sont utilisés de façon inavouée pour, bien sûr, éviter toute riposte des ouvriers. Tout cela pour que les patrons puissent arrondir un peu plus leurs profits.

A cela s'ajoute la détérioration des conditions de vie en général : le temps de transport augmente, un transport de plus en plus inconfortable. Les loge-

ments sont plus ou moins décents, surtout pour les travailleurs immigrés obligés de vivre dans des cages à lapins comme dans les foyers-prison de la Sonacotra. L'air est pollué car les capitalistes refusent d'installer les aménagements minimum qui éviteraient que leurs cheminées d'usine ne continuent à empoisonner l'atmosphère. Les aliments, malgré leur belle apparence, sont souvent d'une qualité douteuse.

A LA CAMPAGNE AUSSI

A la campagne aussi les travailleurs de la terre n'échappent pas à cette ruine progressive de leur santé. Devant les bas prix, pour essayer de s'en sortir, ils sont obligés de produire toujours plus. Ici aussi, les journées de travail s'allongent démesurément. Ils sont obligés pour pouvoir rester chez eux de se mettre sous la coupe des trusts de l'agro-alimentaire. Ceux-ci, suivant la taille de l'éleveur, fourniront des aliments pour le bétail de plus ou moins bonne qualité. Un exemple : la Wessafic. Celle-ci, pour faire davantage de profits, fournissait des aliments pour le bétail dont elle

diminua la teneur en lactosérum. Résultat : nombre de petits et moyens éleveurs virent leurs veaux tomber malades. Alors, pour les soigner, la firme leur recommanda d'utiliser de l'émulpan, produit contenant une substance très toxique, le lindane. Résultat ? Les travailleurs amenés à manipuler ce produit furent intoxiqués et malades pendant plusieurs années. Certains furent même atteints de paralysie. Les veaux traités avec ce produit ne devaient pas, théoriquement, être abattus avant l'âge de trois ans. Or, ils l'étaient au bout de trois mois.

Après cela, étonnez-vous si peut-être un jour, après

avoir mangé une côtelette, vous ne vous êtes pas senti très en forme sans trop savoir pourquoi !

Et quand les travailleurs sont malades, maladies favorisées par les conditions de travail et de vie, que se passe-t-il ?

Pour se soigner, ils trouvent un réseau sanitaire insuffisant, encore plus dans les petites villes et à la campagne ; des hôpitaux où les conditions de soins se dégradent faute, notamment, de personnel en nombre suffisant.

Pour Barre et Giscard, hommes des monopoles, les profits passent avant tout. La santé des travailleurs n'est pas leur souci.

René BREAND



Chez les exploités : pour une heure de travail :

- Un mort toutes les 40 minutes ;
- 52 diminués physiques ;
- 465 accidents avec arrêt de travail ;
- 430 nécessitant un arrêt de travail (jusqu'à un jour) ;
- 948 accidents déclarés ;
- 4 500 petites blessures.

(Extrait d'un journal patronal du « Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne »).

Chez les exploités, les deux plus célèbres accidents du travail :

- Un doigt coupé (Empain) ;
- Une jambe dans le plâtre (Chirac), accident de trajet.

Dans l'imprimerie, lorsque certains travailleurs tombent malades, les trois premiers jours de maladie ne leur sont pas remboursés. Pour éviter de perdre ces trois jours de salaire, beaucoup préfèrent attendre le vendredi pour se mettre en maladie, cela, bien sûr, au détriment de leur santé. Au lieu de 24 heures, ils perdent seulement 8 heures. Un projet patronal, au niveau de l'imprimerie, prévoyait de supprimer le samedi et le dimanche comme « jours de carence » (c'est le nom donné aux trois jours non-remboursés). De la sorte, l'ouvrier perdrait aussi le lundi et le mardi !

Comme on le voit, les travailleurs de l'imprimerie n'auraient même pas le droit d'être malades pendant le week-end ! Un exemple de plus pour prouver que la propagande officielle repose sur le mensonge et le mépris !

Malades sous surveillance

DE même que le gouvernement et le patronat font la chasse aux « faux chômeurs », ils font la chasse aux « faux malades ». Secorex est une organisation médicale patronale qui contrôle que les travailleurs déclarés malades et ne pouvant de ce fait travailler, ne sont pas des falsificateurs. C'est une reprise, plus perfectionnée, des contraintes imposées par le patronat à sa médecine du travail : on sait que dans les houillères par exemple, les médecins de travail ont pour consigne de déclarer un taux de silicose toujours très inférieur à celui dont est victime le mineur. Le but est, en effet, de le faire travailler au fond des galeries le plus longtemps possible, au détriment total de sa santé, parce que le payer à travailler en surface baisserait les profits du monopole nationalisé.

Autre système de chasse aux « faux malades », le « profil médical », qui s'attaque lui directement au corps médical. Il s'agit de la mise en fiche électronique de chaque médecin et des ordonnances et arrêts de travail qu'il signe. Le but est ici de découvrir les médecins qui signent trop (aux yeux du patronat) d'arrêts de travail. Ces médecins deviennent dès lors passibles de sanctions.

La mainmise du capitalisme sur la médecine devient par de telles mesures de plus en plus directe, de plus en plus évidente. L'optique patronale est de faire fonctionner la médecine dans le but suivant : faire travailler l'ouvrier, lui permettre de refaire un minimum sa force de travail avec comme seul objectif qu'il redevienne au plus vite utilisable et exploitable à nouveau.

Argument choc du gouvernement: le déficit

Mais qui empoche ?

LES nouvelles mesures antipopulaires du gouvernement concernant la Sécurité sociale sont bien sûr justifiées (une fois de plus les discours officiels par le déficit, argument difficile, argument miracle, utilisé depuis des décennies, au gré de la conjoncture.

En juin 1976 par exemple, le gouvernement ressortait l'argument de la Sécurité sociale déficitaire. Il annonçait alors que le déficit de quatre milliards et demi connu en 1975 serait de plus de neuf milliards fin 1976. Il augmentait en conséquence les cotisations de 1,4%.

Quelques temps plus tard, il annonçait pour fin

1977 un déficit plus énorme encore : de 12 à 15 milliards. Mais les élections municipales tournaient mal pour la droite au pouvoir, l'Union de la gauche était alors dans une période électorale faste. Campagne électorale obligeant, le déficit annoncé baissait soudain de 15 milliards prévus à 400 millions. Les mesures les plus graves pour les travailleurs étaient alors remises à plus tard...

Aujourd'hui, le chiffre avancé pour justifier les mesures draconiennes est de 17 milliards.

Mais ce fameux déficit que l'on définit selon les besoins du moment, qu'en est-il vraiment ?

SÉCURITÉ SOCIALE ET PROFITS MONOPOLISTES

Il faut dire tout d'abord

que le prix des médicaments et des soins, et donc les dépenses de la Sécurité sociale, sont largement augmentés par deux types de charges : les profits des laboratoires et de l'industrie médicale de pointe, la TVA que le gouvernement prélève sur les dépenses de la santé.

Il faut dire aussi que le patronat laisse s'accumuler des dettes énormes dans ses cotisations à la Sécurité sociale : il lui devait 60 millions de francs en 1966, dont 25 dans la seule région parisienne.

Des sommes importantes servent à subventionner la construction d'hôpitaux, la formation de personnel qui devrait être pris en charge par l'État. Par ailleurs, le prix élevé des médicaments et des soins engraisse l'in-

dustrie médicale et les trusts pharmaceutiques.

VIA LA CAISSE DES DÉPÔTS

La gestion de la Sécurité sociale permet à l'État de drainer des sommes considérables, près de 7% du PIB qu'ils augmentent sans cesse sous prétexte de réduire le fameux déficit. Ces sommes circulent jusqu'à la Caisse des dépôts et consignation, grande banque d'État qui permet au gouvernement des monopoles de subventionner largement ces derniers.

Voilà pourquoi les travailleurs ne doivent en aucun cas se laisser abuser par le fameux déficit et les chiffres farfelus avancés pour justifier la politique antipopulaire du gouvernement.

Lutter pourquoi?

LE droit à la santé, c'est le droit d'être malade, mais aussi le droit à la prévention, à de meilleures conditions de vie, c'est pourquoi, nous appelons à lutter pour un remboursement plus important des médicaments mais aussi chaque fois que la possibilité se présente pour de meilleures conditions de travail.

La plupart des médicaments sont remboursés après coup au tiers-payant. Il faut lutter pour l'extension du tiers-payant, avec comme objectif une médecine entièrement gratuite. Les maladies malheureusement graves ou coûteuses doivent être prises en charge totalement par la Sécurité sociale. Tout ce que le gouvernement appelle, cyniquement, médicaments ou soins de luxe doit être remboursé aussi à part entière comme les calmants, etc., et toute la kinésithérapie.

Le problème de la santé pose celui des hôpitaux et du personnel hospitalier. Ainsi la lutte des hospitaliers pour un plus grand effectif, pour une meilleure formation, fait partie intégrante de la lutte pour la santé et à ce double titre nous les soutenons.

Exiger des hôpitaux un plus grand nombre englobe également l'ouverture de centres d'intervention de grossesse où les femmes auraient leur mot à dire, où elles ne seraient pas considérées comme du bétail.

Dans la même lignée, nous nous battons pour que l'avortement et la contraception soient libres et gratuits, sans aucune discrimination pour les mineures et les immigrées par l'abrogation des mesures répressives de la loi Veil sur les délais de la grossesse par exemple.

Quand les enfants tombent malades, c'est tou-

jours un gros problème pour les parents de les faire garder. Pour régler ce problème, nous avons aussi des propositions, que les parents (père et mère) aient le droit de garder les enfants, que les crèches aient un service spécial pour les enfants malades avec un personnel médical sur place (médecin, infirmière, puéricultrice). De toute manière, les entreprises doivent rembourser les frais de garde des enfants.

Notre santé se détruit principalement au boulot, c'est pourquoi nous luttons sur nos lieux de travail, pour obliger le patronat à respecter les règles d'hygiène et de sécurité dans les boîtes, pour que les comités d'hygiène et de sécurité soient reconnus par le patronat et soient contrôlés en même temps par les syndicats et par les ouvriers. Notre mot d'ordre « non

aux cadences infernales » s'inscrit parfaitement dans ces revendications sur la santé, comme le droit à la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes, basées sur les meilleurs salaires touchés au cours de leur vie.

La réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures et la 5e semaine de congés payés sont aussi nos revendications. Réalisée, elle allégerait la fatigue pour les travailleurs, de même l'intégration du temps de transport dans le temps de travail.



Rhône-Isère = misère

C'EST l'inscription que les travailleurs ont fait sur le mur de leur usine. Ils y expriment leur colère et leur refus de faire les frais de la crise. La grève a commencé quelques jours plus tard, ils n'étaient pas les seuls la Rhodia, à côté, était en grève le 14 décembre.

L'usine Rhône-Isère produit les serrures et les clés de marque Ronis. Parmi les 500 salariés, il y a une majorité de femmes pour la plupart OS (c'est-à-dire qu'elles gagnent 2 200 F par mois). Ce sont ces dernières qui ont lancé le mouvement.

Le patron qui continue à faire des bénéfices croyait rouler sur du billard mais voilà que les femmes se sont arrêtées de travailler le 14 décembre.

La grève ! Elles réclament 1 000 F de prime de fin d'année et une augmentation de 200 F par mois pour les OS et la journée continue pour tous ceux qui le désirent. L'ambiance est bonne entre les travailleuses qui sont bien soutenues par la section CGT. Le piquet de grève, à l'entrée, essaie de renforcer les liens avec les gars de l'outillage et du magasin et de convaincre les quelques-unes qui continuent de travailler. La grève de Ronis, c'est la preuve que la classe ouvrière ne baisse pas les bras et qu'elle est prête à combattre l'austérité imposée par le système capitaliste.

Le quartier de Lyon-Vaise est durement touché par les licenciements mais il y a des réactions. Le lundi 18 décembre, la Rhodia-Vaise, voisine de Rhône-Isère, débraye 24 heures contre la politique de démantèlement du trust Rhô-

ne-Poulenc. Aussitôt, des contacts ont été pris entre les deux usines. L'unité à la base et dans l'action se développe dans le quartier de Vaise, c'est une bonne chose pour les luttes à venir.

LES OUVRIERES OCCUPENT !

Le patron de Rhône-Isère ne veut toujours rien savoir, alors les ouvrières, sections syndicales en tête, ont décidé mardi l'occupation de l'usine.

Mardi matin, les portes sont restées fermées... avec les OS derrière. De la fenêtre du bureau du patron, les délégués s'adressaient aux femmes qui se trouvaient devant l'entreprise : « 1 000 F de prime de fin d'année », « 200 F de plus par mois pour les OS ». Le froid était vif ce matin, mais il n'entamait pas la solidarité qui unissait les grévistes. « Je suis près de la retraite, disait une ouvrière, mais je lutte encore et je lutte parce que je pense aux jeunes de maintenant ».

Une autre, en parlant des cadres, « ils ont dit qu'ils nous laisseraient les os des dindes de Noël... On verra ça », ajoute-t-elle en levant le poing. « Vous voyez bien, dit une autre, que nous, les femmes, on est capable de se défendre ».

Groupe presse Lyon

Amisol, après 4 ans et 17 morts

Justice doit être rendue

AU moment où le gouvernement Giscard-Barre se propose d'augmenter les cotisations des travailleurs à la Sécurité sociale, amputant ainsi leurs salaires, la situation des travailleurs d'Amisol est plus qu'instructive. Dans cette entreprise de Clermont-Ferrand qui traitait de l'amiante et que son propriétaire a purement et simplement fermée, il y a quatre ans, dix-sept travailleurs sont morts de l'asbestose, la maladie de l'amiante. D'autres sont atteints. Depuis quatre ans, ils réclament le droit d'être soignés et de retravailler ! La Sécurité sociale, ces travailleurs l'ont payée toute leur vie et pourtant le droit de se soigner leur est aujourd'hui encore refusé !

Le 14 décembre correspondait, à un jour près, au quatrième anniversaire du licenciement des travailleurs de l'usine Amisol de Clermont-Ferrand. Un triste anniversaire s'il en est mais qui, pour les travailleurs, est plus qu'un symbole. Le 14 décembre, dix d'entre eux étaient à Paris. Pour rappeler qu'ils avaient été licenciés, qu'ils occupaient leur usine, qu'ils se battaient pour leur santé et pour leurs camarades morts, ils se sont enchaînés dans l'entrée du ministère de la Santé.

Durant ces années, les travailleurs de l'usine Amisol de Clermont-Ferrand fabriquaient de l'amiante. Pendant que les patrons se remplissaient les poches, les ouvriers, eux, respiraient les filaments d'amiante en suspension dans l'air. Or, ces filaments qui se collaient à la surface leurs bronches, sont très dangereux. Ils provoquent diverses maladies dont l'asbestose, maladie comparable à la silicose des mineurs. Un jour, pensant sans doute faire davantage de profits ailleurs, les patrons ont fermé l'usine de Clermont-Ferrand, ont jeté les deux-cent-soixante-et-onze ouvriers à la rue et investi à l'étranger, toujours dans l'amiante.

Mais pour les travailleurs, le mal continuait. Il se solde aujourd'hui, après quatre ans, par dix-sept morts et de nombreux malades, dont certains gravement atteints. Les licenciés sont tous restés au chômage. Aucun patron n'a accepté de les embaucher. A cause de la crise, bien sûr, mais aussi parce qu'ils sont trop malades pour être rentables. Les pouvoirs publics leur avaient

promis de « s'occuper d'eux ». Mais c'était là des paroles et seulement des paroles. Le patronat de l'amiante, la médecine du travail, l'administration de la Santé bloquent l'affaire. Depuis des mois et des mois, les travailleurs attendent les résultats des examens médicaux qu'ils

ont subis. Visiblement, les médecins obéissent à la consigne, refusent de donner les résultats des examens. Ils ne peuvent nier que les poumons des travailleurs sont atteints mais jouent aux naïfs, refusant de lâcher le mot fatal : asbestose, quand les malades leur posent des questions.

Les travailleurs d'Amisol ont adressé à Giscard d'Estaing une lettre où ils accusent et où ils disent leur détermination de continuer leur lutte malgré leur maladie, à cause de leur maladie, pour leurs morts.

Jeudi, quand les dix d'Amisol se sont enchaînés à l'entrée du ministère de la Santé, on leur a fait savoir que personne ne pouvait les recevoir. A

15 h, cent-cinquante gardes-mobiles étaient même envoyés contre eux. Mais, un peu plus d'une heure après, ils étaient reçus par un chef de cabinet, plus soucieux sans doute d'éviter le scandale que de la santé des travailleurs d'Amisol.

La longue lutte de ces femmes et hommes a déjà quatre ans. Contre le chômage, contre la maladie, ils sont décidés à gagner.

Henri MAZERAU



17 travailleurs sont morts de ce travail à l'usine Amisol de Clermont-Ferrand. Quand on parle de capitalisme assassin.

Pologne

4 000 manifestants commémorent l'insurrection de décembre 1970

(Suite de la page une)

Des mouvements de solidarité éclatent dans d'autres villes, à Katowice, à Varsovie, à Poznan.

Face à l'insurrection des villes portuaires et à la révolte de toute la classe ouvrière, la direction du parti est contrainte à céder. Le 20 décembre, le chef du parti, Gomulka, est remplacé (« pour raisons de santé ») par Gierk, qui annonce l'annulation des augmentations.

Pour les ouvriers, c'est une première victoire. Non seulement, ils ont fait reculer le pouvoir de ceux qui ne représentent qu'une nouvelle classe bourgeoise. Mais ils ont aussi pris conscience de leur force — et ils le montreront — chaque fois que Gierk voudra reprendre ce qu'il a été contraint de céder, notamment en janvier 1971, quand il essaya de convaincre les travailleurs d'accepter quand même les augmentations de prix (en riposte, nouvelles grèves, notamment à Szczecin et à Lodz, qui obligent Gierk à céder), et en juin

1976, où des émeutes violentes éclatent à Radom et à Ursus contre de nouvelles augmentations de prix : là encore, les travailleurs mettent les locaux du parti à sac et ils conspuent les dirigeants embourgeoisés. Là encore, le pouvoir doit céder.

UN SIGNAL A LA REVOLTE POUR TOUTES LES COUCHES OPPRIMEES

Les événements de 1970 et l'entrée en scène de la classe ouvrière contre le pouvoir et ses chars ont puissamment contribué à développer une large opposition populaire.

En décembre 1975, le projet de Constitution avancé par la direction Gierk a été sévèrement contesté par un vaste courant qui refusait qu'y soit fixé le principe de l'« amitié éternelle avec l'Union soviétique ». Le pouvoir a dû reculer.

— A la suite des émeu-

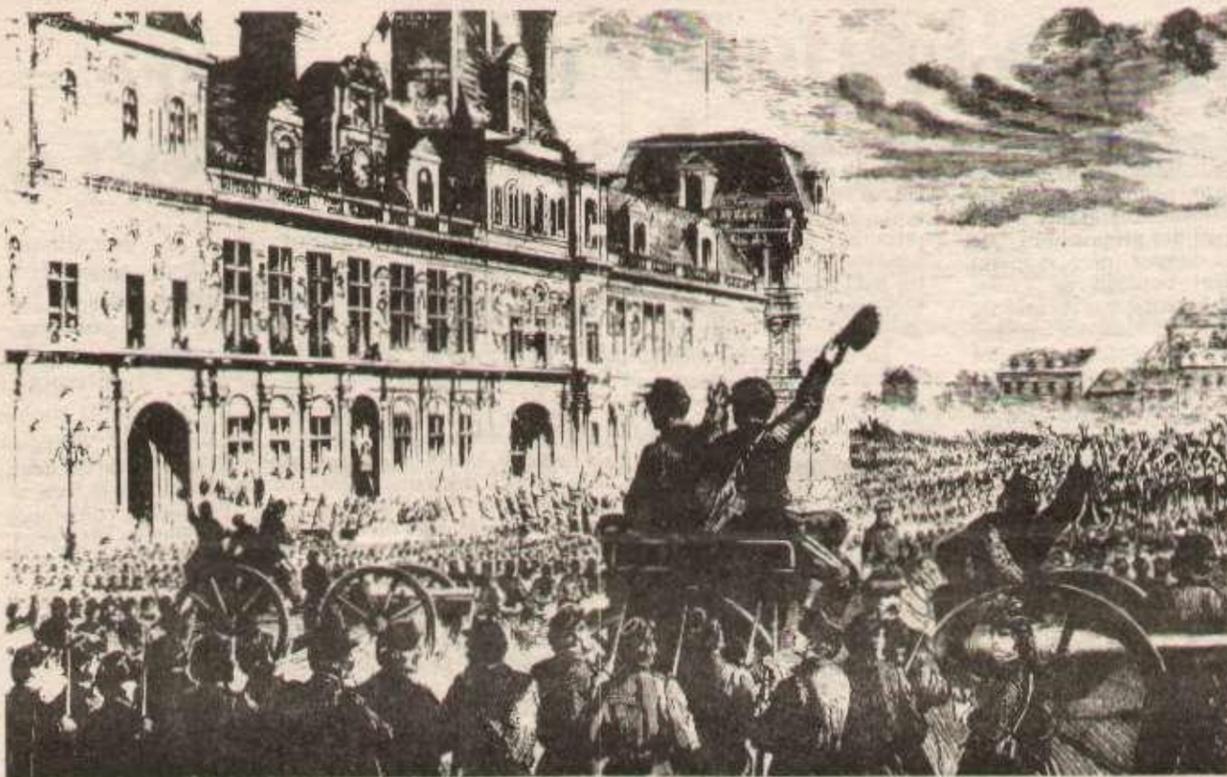
tes de juin 1976, à Radom et Ursus, des intellectuels ont créé le KOR — Comité de défense des ouvriers et d'autodéfense sociale — qui a courageusement pris la défense des ouvriers emprisonnés et a organisé pour eux une puissante campagne de solidarité politique et matérielle : ainsi, la classe ouvrière a entraîné les intellectuels dans la lutte contre le pouvoir antipopulaire et répressif.

Enfin, plus récemment, au cours de l'été 1978, les paysans sont à leur tour entrés dans la lutte en manifestant leur opposition à un projet de retraite qui lèse grossièrement leurs intérêts.

Personne en Pologne n'a oublié le souvenir de l'insurrection de décembre 1970 — pudiquement appelée dans les livres d'histoire officiels « tension sociale ». La raison en est que rien n'a fondamentalement changé depuis pour la vie des travailleurs : c'est toujours la misère, l'exploitation et la répression.

J.S.

CULTUREL



« Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être anéantis, ils ne cessent de s'imposer jusqu'au jour où la classe ouvrière obtiendra son affranchissement » — Karl Marx

HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL 1848-1917

I.

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

Histoire du Mouvement communiste international. Tome 1 - 216 pages - 18 F. Les commandes par correspondance sont à adresser à E-100, 24 rue Philippe de Girard - Paris 10e. Ajouter 1,50 F pour participation aux frais de port.

Dans la collection «Petite bibliothèque chinoise», les Editions du Centenaire viennent de publier le premier tome de l'«Histoire du mouvement communiste international»

Un ouvrage indispensable

A PRES « L'histoire de la Chine moderne », l'« URSS et la dégénérescence », « Mao Tsé-toung » et « Chou En-lai », les Editions du Centenaire viennent de publier dans la collection « Petite bibliothèque chinoise » le premier tome de « L'Histoire du mouvement communiste international ».

Traduit de l'ouvrage publié en 1976 aux Editions du peuple de Changhaï, ce livre mérite une attention toute particulière dans la conjoncture actuelle. L'ensemble des deux tomes (le second paraîtra début 1979) présente une étude approfondie de la naissance du mouvement ouvrier et de l'édification du mouvement communiste international sous la direction de Marx, d'Engels et de Lénine et couvre la période allant de 1848 à 1917.

Le premier tome est entièrement consacré à l'apport de Marx et d'Engels, pour l'élaboration d'une doctrine révolutionnaire scientifique, à leur lutte dans l'édification des deux premières internationales.

Le mouvement ouvrier apparaît dès 1830 avec le développement de la bourgeoisie capitaliste, avec la révolte des canuts de Lyon, le mouvement chartriste en Angleterre. Dès les années 40, Marx et Engels, sur la base de la pratique, luttent contre les conceptions erronées qui menaient le mouvement ouvrier à l'impasse et c'est en analysant avec justesse la philo-

sophie allemande, l'économie politique anglaise et le socialisme français qui sont les trois sources du marxisme qu'ils élaborent une doctrine scientifique révolutionnaire qui devait aboutir à la publication en février 1848 du « Manifeste du Parti communiste ».

Alors que le Manifeste vient de paraître, que la pensée marxiste commence à pénétrer dans la classe ouvrière, la révolution de 1848 éclate en France, prélude aux mouvements révolutionnaires qui vont ébranler l'Europe. La lutte que mènent alors Marx et Engels contre les diverses formes d'opportunisme les conduira à en tirer le bilan dans la « lutte des classes en France ».

Sans relâche, Marx et Engels vont lutter pour doter le prolétariat d'Europe et du monde d'une théorie authentiquement révolutionnaire. Ils participeront activement à la construction de la Première internationale qui réunira en 1864 à Londres des ouvriers des six pays européens. Une de leurs préoccupations est l'unification du mouvement ouvrier qui est traversé par une lutte de lignes : proudhonisme, trade-unionisme, Lassaliens, partisans de Bakounine, tendances qu'ils combattent. Pour Marx, l'expérience de la Commune de Paris sera capitale. « Les principes de la Commune sont éternels et ne peuvent pas être anéantis, ils ne cessent de s'imposer jusqu'au jour où la classe ouvrière

obtiendra son affranchissement ». Ceci renforce Marx dans sa conviction de la nécessité d'un authentique parti ouvrier pour organiser la lutte des classes et avec Engels, il poursuivra la lutte contre les tendances erronées qui marquent la fondation des premiers partis européens, c'est au cours de cette lutte que Marx devait mourir en 1883.

Pour Engels, « Marx était avant tout un révolutionnaire. Contribuer, d'une manière ou d'une autre, au renversement de la société capitaliste et des institutions d'Etat qu'elle a créées, collaborer à l'affranchissement du prolétariat moderne, auquel il avait donné le premier la conscience des conditions de son émancipation, telle était sa véritable tâche. » Et Engels va s'employer à poursuivre cette œuvre, en particulier en s'attachant à organiser la Deuxième internationale qui se tient en 1889.

Tout en poursuivant son propre travail d'analyse, Engels s'emploie à faire rééditer les œuvres de Marx, à dénoncer les tendances erronées qui apparaissent dans les différents congrès de la Deuxième internationale et c'est épuisé par le travail et la maladie qu'il meurt en 1895, laissant comme Marx une œuvre capitale dont Lénine dira : « Après son ami Marx, Engels, fut le servent le plus remarquable et l'éducateur du prolétariat contemporain du monde civilisé tout entier. »

Resituant de façon détaillée l'œuvre de Marx et d'Engels dans son contexte historique, ce premier tome

de « L'Histoire du MCI » est un ouvrage indispensable dans la période actuelle par

les précieuses indications qu'il apporte sur la lutte pour la création et l'édifi-

cation d'un parti communiste authentique et révolutionnaire.

Télévision

Mardi soir, «VIVRE DEMAIN» de Roger Pic

Un film qui soulève des questions, mais pas toujours les justes

UN milliard d'hommes souffrent de la faim ou de malnutrition. Deux tiers de la population mondiale ne bénéficient pas des plus élémentaires services de santé, de nutrition et d'éducation. Vivre demain, qu'est-ce que cela signifie pour ces peuples du tiers monde ? Quel est leur avenir ? Que faire pour remédier à cette situation ? C'est le thème du film de Roger Pic présenté à la télévision lundi soir.

Dans son film « Vivre demain », Roger Pic entrecoupe les reportages d'interviews de responsables de l'Unicef, organisme de l'ONU pour l'enfance, de responsables du Club de Rome, de dirigeants de l'Organisation mondiale de la santé.

Certains dirigeants du Club de Rome et un membre principalement expliquent qu'on sera bientôt huit milliards et que la population aura augmenté de 50 % en l'an 2 000. Il semble développer l'idée que s'il y a malnutrition, c'est à cause d'une prétendue surpopulation. La vieille idée développée dans les manuels de géographie prétendant que la population se développe plus vite que les ressources alimentaires. Ce point de vue masque les causes véritables de la misère qui règne dans les pays du tiers monde. Elle vient en fait du pillage exercé par les pays colonisateurs et impérialistes, pillage qui a duré des siècles.

Quand on compare la densité de la population africaine à celle de l'Europe, il est bien évident qu'on ne peut pas parler de surpo-

pulation. Les experts interrogés sont très pessimistes. Ils ne voient qu'une aggravation possible de la situation économique dans les pays du tiers monde.

Ils semblent oublier le potentiel de changement des pays du tiers monde. Ils « oublient » ou ne veulent pas voir la lutte unie que mènent ces pays pour un nouvel ordre économique mondial, pour des accords sur un pied d'égalité avec les pays capitalistes qui ne sont pas des superpuissances (Europe).

Le film montre bien la survivance de la monoculture industrielle qui ne permet pas de nourrir la population des pays qui la pratiquent.

Le film dénonce la loi des pays impérialistes sur les marchés internationaux. Ainsi, en Jamaïque, même dans les domaines appartenant aux Jamaïcains, les conditions sont sensiblement les mêmes qu'auparavant, du fait des prix sur les marchés internationaux. Les experts mettent l'accent sur le développement des cultures vivrières (légumes pour contribuer à l'alimentation des familles) à l'échelle des

villages, des régions. Ils soulignent l'exemple de la Chine socialiste et ses experts aux pieds nus, ses agronomes aux pieds nus.

Ces experts de l'Unicef soulèvent l'idée de programmes par village, à développer avec la population, sous son contrôle et selon ses besoins. Ils insistent sur la nécessité de développer la polyculture. Bertrand de Jouvenel cite entre autres l'exemple de la Corrèze qui a pu en 1940, nourrir de nombreux maquisards, malgré la pauvreté du sol, mais grâce à une bonne utilisation de la polyculture.

Cette émission a le mérite de montrer les conditions de vie dans le tiers monde, de montrer les effets du colonialisme et de l'impérialisme. Cette émission pose des questions, mais elle ne soulève pas toujours les justes. Elle parle par exemple, de surpopulation, mais oublie la force que représentent les pays et peuples du tiers monde. Force qui pourrait bouleverser l'ordre économique.

Les interventions des experts sont souvent pessimistes. Ils pourraient prendre l'exemple du changement brusque qui s'est opéré sous le socialisme en Chine à partir de 1949.

Mais elle a été une émission intéressante à voir pour discuter et ensuite expliquer le rôle mondial de cette immense force qu'est le tiers monde.

Léon CLADEL

LE MOUVEMENT OUVRIER - 21 DÉCEMBRE 1978

La section CGT d' Epernay soutient le comité de coordination

Le syndicat des cheminots d'Epernay est prêt à apporter toute son aide, sous quelque forme que ce soit pour combattre toutes les formes d'atteinte aux libertés, qu'elles soient raciales, patronales, fascistes.

Epernay, le 17 novembre 1978.
Pour le bureau syndical :
Mr Devaury.

Université de Vincennes-Paris

Un travailleur immigré licencié mène une grève de la faim

VENDREDI, un travailleur immigré de l'université de Vincennes licencié arbitrairement le 18 septembre 1978 entame son dix-huitième jour de grève de la faim pour sa réintégration, sur son lieu de travail. Son licenciement ayant été décidé à la suite d'un chantage à la démission du président de l'université, toute discussion s'avérant impossible, le travailleur est fermement décidé à continuer sa grève à laquelle se rallient six personnes. Il est actuellement hospitalisé à l'hôpital Saint-Antoine. Un soutien massif est organisé : professeurs, étudiants, membres du personnel, syndicats dont SGEN-CFDT, CGT, SNE-SUP 1 et 2.

Comité de soutien pour la réintégration de Mohammed.

Lutte contre les saisies à Redon

JEUDI 14 décembre toute la journée, une cinquantaine de locataires et de gens de la ville se sont relayés au pied d'une tour HLM à Lanrua pour empêcher la saisie du mobilier d'un locataire. Devant cette mobilisation, l'huissier a fait demi-tour. Après réunion, le comité de défense des HLM avait appelé à cette mobilisation par des papiers affichés dans les cages d'escalier et le jeudi matin, une voiture munie d'un haut-parleur a sillonné la ville, appelant à la solidarité. Trois saisies étaient prévues cette semaine ; deux sont en cours ; grâce aux démarches et à cette mobilisation, elles sont pour l'instant reculées. La tâche du comité est de voir comment amener d'autres locataires à lutter contre les saisies, en luttant contre les arguments de division et comment, face aux dettes énormes que certains ont accumulées, les aider à faire face.

Communiqué de la section locale SNPAOOC de St-Denis

UNE entrevue avec la municipalité a eu lieu le 13 décembre. Aucun accord ne s'est réalisé sur les revendications suivantes :

- La grille de salaire décente ;
- La mensualisation sur la base de 30 heures ;

Nous n'avons rien obtenu quant aux poursuites pénales et l'arrêt des licenciements et ce, contrairement aux assurances données précédemment par la municipalité sur ces deux derniers points. La grève est reconduite jusqu'au 20 décembre, jour d'une nouvelle entrevue. Nous avançons prioritairement le paiement des journées de grève et l'arrêt des licenciements.

NOUS publions une motion du syndicat CGT des cheminots d'Epernay, motion soutenant la lutte des résidents des foyers Sonacotra. Cette motion soutient sans réserve le Comité de coordination et cela est un fait très important. Nous n'insisterons jamais assez pour que les sections syndicales CGT et CFDT aient connaissance de la lutte des résidents, pour qu'elles la soutiennent et reconnaissent la direction du Comité de coordination.

Le syndicat des cheminots d'Epernay apporte son soutien à la lutte que mènent les résidents des foyers Sonacotra.

Il est conscient que les travailleurs immigrés ont leur place pleine et entière dans le monde du travail, qu'ils ne doivent pas être pris pour des parents pauvres du fait de leur exploitation éhontée.

Le syndicat CGT des cheminots d'Epernay exige que soient exclues toutes les formes de racisme qui entourent leur vie de tous les jours.

Il soutient sans réserve le Comité de coordination qui ne se compose que des résidents des foyers, ceux-ci étant les mieux placés pour faire ressortir, d'une part, et revendiquer les discriminations dont ils sont victimes, et d'autre part, les droits qu'ils ont en droit d'exiger.

Souscription

20 millions pour avant la fin décembre

Couscous de l'amitié à Marseille

AL'INITIATIVE de la cellule Maïakowski, un couscous de soutien à notre journal a réuni 35 travailleurs dont une dizaine de travailleurs immigrés.

Ce couscous, que deux amis Maghrébins avaient tenu à préparer eux-mêmes, a été très apprécié des enfants comme des grands. Au cours de la soirée, les travailleurs français et immigrés ont réaffirmé leur so-

lidarité de classe. Un camarade tunisien a lu quelques poèmes révolutionnaires de sa composition et d'autres auteurs, qui ont été vivement applaudis.

La soirée, qui s'est terminée par des danses tradition-

nelles arabes a été un franc succès, tant pour le soutien financier (600 F dont 300 F de bénéfice pour la souscription) que pour le renforcement de la solidarité militante entre travailleurs français et immigrés.

Correspondant Marseille.



Pendant le couscous de l'amitié (Photo correspondant)

Liste de souscription

TOTAL PRÉCÉDENT	51 051, 50 F
Supplément à réabonnement quotidien	
LBD Rennes	120 F
D Romorantin	60 F
BJ Bretagne	500 F
GM Essonne	5 500 F
CP Manouchian banlieue parisienne	2 032 F
H. JP Moselle	10 F
OR Nanterre	20 F
BAA Saint-Brieuc	60 F
Supplément à réabonnement quotidien et bimensuel DR Drôme	164 F
Supplément à réabonnement quotidien et Quotidien du Peuple	
MM Landes	100 F
JP Fougères	500 F
Souscription sur un marché Rennes	190 F
CP Châteaubriand Seine-Saint-Denis	55 F
Porte à porte Montreuil	7 F
Souscription de masse du 2 décembre Châtelleraut	163 F
GP Vienne	262 F
JJ Sarthe ; en timbres	30 F
Des camarades de Vendée	700 F
Souscription R région de Tours	260 F
Souscription Centre-Bretagne	500 F
Souscription Lyon	408 F
Cellule « Bonnets rouges » Bretagne	300 F
Un patriote guadeloupéen région de Paris	70 F
Une camarade enseignante, souscription sur la vente de journaux en porte à porte, sur les marchés, et à la sortie des entreprises Eure et Loire	143 F
Cellule Mao Tsé-toung deuxième souscription	
Roubaix	500 F
Cellule Maïakowski Marseille	1 100 F
Au cours d'un couscous de l'amitié Marseille	328 F
Nouveau Total	64 754 F

BLOC-NOTES

NANTERRE

Manifestation contre les expulsions organisée par les comités de résidents des foyers en grève.

Samedi 23 décembre 1978
Départ à 10 h 30 du foyer Sonacotra
46, rue des Sorbiers à Nanterre

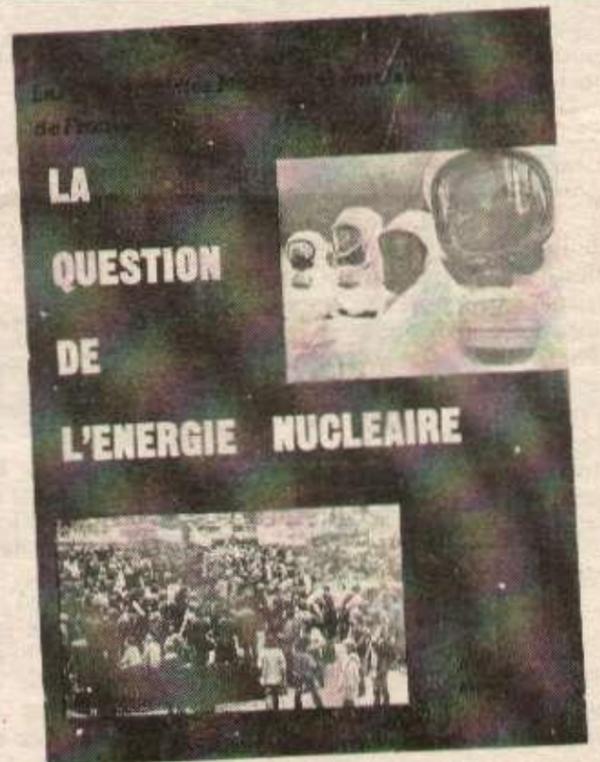
L'Humanité rouge bimensuelle est parue



Le calendrier 1979, outre son aspect utile (adresses utiles, carte des régions et départements, codes postaux), comporte des photos de bonne qualité artistique et technique. Il doit permettre une diffusion large (camarades de travail, amis, voisins, parents...).

Sa diffusion fait partie de la grande bataille pour la souscription, pour les vingt millions fin novembre, pour les trente cinq millions fin décembre, pour que vive l'Humanité rouge. Le prix est de 10 F. Faites parvenir le règlement soit à la commande, soit le plus rapidement possible en précisant : pour le calendrier 1979.

Nos camarades isolés et amis lecteurs peuvent se le procurer en passant commande au journal. Joindre le règlement.



Cette brochure est toujours disponible
Prix 5 F. Commandez et libellez vos chèques à l'ordre du journal

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

L'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

L'offensive diplomatique chinoise

Défendre la paix : une nécessité

LE monde tourne, et de plus en plus vite » serait-on tenté de dire devant la foule d'événements internationaux qui se succèdent à toute allure depuis quelques mois et dont la normalisation des relations Chine-USA n'est pas l'un des moindres.

l'évolution dans le Sud-Est asiatique de 1968 à 1978



Dans leur plan d'encerclement de la Chine, les USA ont créé l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE). Les pays membres ou associés (Thaïlande, Sud-Vietnam, Philippines, Cambodge, Laos) sont liés aux USA par un pacte militaire. D'autre part, Taïwan et la Corée du Sud leur sont liés par des traités d'autre type. Les USA possèdent des bases militaires dans la quasi-totalité de ces pays. Il n'existe aucune base soviétique dans la région



1978
L'OTASE a été dissoute, les USA ont perdu leurs bases au Vietnam, au Laos, au Cambodge et doivent prochainement évacuer Taïwan. Les Soviétiques, par contre, ont acquis des bases militaires au Vietnam auquel ils sont liés par un pacte militaire. Plus de 50 000 soldats vietnamiens occupent aujourd'hui le Laos

■ Pays liés aux USA par un traité militaire.
■ Base US

★ Base soviétique

Dans la course qui l'oppose aux USA, l'Union soviétique tente de faire basculer dans son camp un certain nombre de pays du tiers monde. En quelques mois, on aura vu la signature d'un traité soviéto-vietnamien, puis d'un traité soviéto-éthiopien, puis d'un traité soviéto-afghan. En quelques mois, on aura vu l'Éthiopie élargir son intervention militaire contre le peuple érythréen, le Vietnam refouler 160 000 ressortissants chinois hors de ses frontières, attaquer le Kampuchea (Cambodge), tout cela avec le soutien actif de l'URSS. En quelques mois, on aura vu aussi l'approvisionnement de Cuba et du Vietnam en armes soviétiques sophistiquées, telles les Mig 23, et, fait nouveau, l'URSS, toujours si friande de paroles sur la détente, envisageait officiellement l'hypothèse d'une troisième guerre mondiale. Sur le plan politique, on aura assisté à l'offensive de Cuba et du Vietnam au sein des pays non-alignés pour transformer le non-alignement, marqué par l'indépendance vis-à-vis des USA et URSS, en un mouvement suiviste par rapport à l'URSS.

Dans le même temps, les USA, qui ont déjà perdu bien des positions dans le monde (Asie du Sud-Est en particulier), subissent toujours les coups des peuples. Citons la lutte du peuple coréen qui se poursuit depuis des années et celles, plus récentes, des peuples du Nicaragua et d'Iran, sans compter tous les gouvernements, hier encore totalement pro-américains, et qui, aujourd'hui, prennent leurs distances.

PRISE DE CONSCIENCE

L'URSS semble donc aseoir et élargir ses positions dans le monde. « Semble », disons-nous, car, comme toujours en pareil cas, les actes de domination d'une puissance ou d'une autre engendrent leur contraire : la prise de conscience et la résistance à la domination. Souvenons-nous, il y a dix ans, bien rares en France étaient ceux qui considéraient l'Union soviétique comme une puissance dévorée d'ambition. Aujourd'hui, bien rares sont ceux qui n'émettent pas au moins quelques doutes sur un ou plusieurs aspects de sa politique étrangère. Cela va du refus de l'invasion de la Tchécoslovaquie pour de nombreux militants du PCF, en passant par le refus de l'intervention soviéto-éthiopienne contre le peuple érythréen pour de nombreux militants anti-impérialistes du tiers monde, jusqu'à une condamnation globale de toute la politique extérieure de l'URSS. Et comment ne pas saluer le grand travail d'explica-

tion mené par la Chine dans cette prise de conscience des peuples sur la nature agressive de l'URSS.

Mais, aujourd'hui, en 1978, moins que jamais, la lutte contre l'hégémonie, qu'elle soit russe ou américaine, ne peut se satisfaire de quelques discours. Car, pendant ce temps, la course à l'hégémonie, elle, n'attend pas et comme nous venons de le voir, elle prend même une tournure d'une rapidité inquiétante pour l'avenir de la paix. C'est donc dans ce contexte d'offensive politique et militaire de l'URSS dans le monde entier qu'il faut replacer les actes très importants de la diplomatie chinoise ces derniers mois.

En août, un voyage de deux semaines devait conduire le numéro un chinois en Europe, cette Europe qui fait justement l'enjeu central de la rivalité des deux supergrands, les USA et l'URSS. Et, pour cette première visite à l'étranger depuis 1957 du plus grand dirigeant du Parti communiste chinois, après la visite en Corée du Nord, au mois de mai, les pays choisis n'ont-ils pas une signification importante ? Roumanie et Yougoslavie : deux

pays que la Chine salue comme socialistes, deux pays qui ne courbent pas la tête devant les pressions et flatteries de l'impérialisme russe, deux pays qui ne s'accrochent pas non plus de l'impérialisme américain. La durée et le grand éclat donné à ces visites à Bucarest et Belgrade témoignent que la Chine s'appuie avant tout sur les forces authentiquement anti-impérialistes. Qui nierait que la Roumanie et la Yougoslavie sont deux pays jaloux de leur indépendance, deux pays qui, sans tomber dans la sphère d'influence américaine, s'opposent toujours plus concrètement aux pressions soviétiques ? Et pourtant ce n'est pas facile quand votre pays est situé en Europe de l'Est, quand vous êtes entourés de pays parmi les plus pro-soviétiques du monde, quand vous avez senti souffler sur vous le vent de l'intervention militaire comme en Tchécoslovaquie, quand vous n'ignorez pas que vous êtes les deux seuls pays d'Europe à pouvoir fournir une voie terrestre à l'URSS vers la Méditerranée. D'autres auraient plié pour moins que ça. Pas la Roumanie ni la Yougoslavie. Et c'est à ce courage que Houa Kouo-feng a rendu

hommage. En même temps, sa visite signifie : « Vous pouvez compter sur le soutien de la Chine à votre politique d'indépendance ». C'est un encouragement pour tous les peuples et pays du monde à oser refuser l'hégémonisme des deux superpuissances, c'est donc une contribution à l'élargissement de l'opposition mondiale aux supergrands.

D'autres voyages avaient d'ailleurs le même objectif, même si on en a beaucoup moins parlé en Europe. Il s'agit de la tournée de Keng Piao en Afrique, d'autant plus importante que l'Union soviétique a fait de ce continent un de ses terrains de chasse favoris, avec l'Angola et l'Éthiopie. Il y eut aussi les visites de plusieurs dirigeants chinois au Moyen-Orient dont celle de Houa Kouo-feng en Iran. Pour cette région, il est sûr que l'enjeu stratégique qu'elle représente en fait une proie de choix pour les USA et l'URSS, les uns soucieux d'y préserver leur domination et l'autre avide d'y étendre la sienne.

DEFENDRE LA PAIX MALMENÉE EN ASIE

Mais on peut dire que l'un des grands axes de

la diplomatie chinoise aura été cette année l'Asie. Rien d'étonnant puisque la Chine est elle-même un pays asiatique, que l'URSS y développe sa politique d'intervention par le biais du Vietnam et que les pays du Comecon de la région commencent à s'en inquiéter. Deux actes de la politique chinoise auront contribué à renforcer la lutte antihégémonique en Asie et ainsi à défendre la paix déjà bien malmenée par l'agression vietnamienne contre le Kampuchea (Cambodge) : il s'agit du traité de paix et d'amitié sino-japonais et du voyage de Teng Siao-ping en Asie du Sud-Est.

Par sa clause antihégémonique qui stipule que ni la Chine ni le Japon ne chercheront à dominer l'Asie ou une autre région du monde et qui indique aussi que tous deux s'opposeront aux États qui suivraient une politique d'hégémonie, le traité sino-japonais constitue un précédent dans l'histoire du monde, c'est une condamnation de la politique de guerre, il vise entre autres l'URSS dont l'intervention est massive en Asie depuis le retrait des Américains d'Indochine. Ce traité est aussi un encouragement dans la mesure où il est signé entre un pays socialiste du tiers monde et un pays impérialiste comme le Japon qui a subi et refusé plusieurs fois les pressions et propositions alléchantes de l'URSS pour l'attirer dans son giron.

Quant au voyage de Teng Siao-ping en Asie du Sud-Est, nul doute qu'il aura une portée bien supérieure à ce qu'il en est ressorti sur le coup. Non seulement la Thaïlande mais aussi Singapour et la Malaisie semblent bien plus conscientes du danger soviétique dans la région avec l'agression du Vietnam contre le Kampuchea et semblent de plus en plus décidés à ne pas laisser les choses évoluer au profit de l'URSS.

La résistance acharnée du Kampuchea, soutenu par la Chine dans sa lutte pour l'indépendance, est aussi pour les peuples de la région un exemple très encourageant.

De tous ces voyages, traités ou normalisation des relations, ne faut-il pas retenir d'abord le succès qu'ils ont rencontré, montrant ainsi la crainte de nombreux pays devant les appétits de l'URSS mais aussi leur volonté de ne pas s'y plier.

La Chine, pays socialiste qui défend la paix, a su commencer à unir le camp de ceux qui sont confrontés aux fauteurs de guerre. Elle tire également parti des contradictions opposant l'une des superpuissances à l'autre. Nul doute qu'elle ne s'arrêtera pas en si bon chemin. C'est l'avenir du monde qui est en jeu.

Claude LIRIA